

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX (1) 43.31.19.83  
CCP 1248.74 - N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1539 - 15 novembre 1990 - 3,5 F

1492  
\* 1992

### D 1539 AMÉRIQUE LATINE: 1ère RENCONTRE CONTINENTALE DES PEUPLES INDIENS

A l'invitation de la Confédération des nations indiennes d'Equateur (CONAIE), de l'Organisation nationale indienne de Colombie (ONIC) et de SAIIC des Etats-Unis, s'est tenue du 17 au 21 juillet 1990 à Quito, Equateur, la 1ère Rencontre continentale des peuples indiens dans le cadre de la campagne "500 ans de résistance indienne" lancée en 1988 (cf. DIAL D 1412). La rencontre était constituée de quelque deux cents personnes représentant cent-vingt nations indiennes et organisations internationales.

Au terme de ses travaux l'assemblée a publié une déclaration - dont nous donnons le texte ci-dessous - et les comptes rendus des huit commissions de travail: position des peuples indiens sur le 5ème centenaire; autodétermination et projet politique; éducation, culture et religion; organisation indienne, expériences, mécanismes de coordination et de communication; la femme indienne; territoire et ressources naturelles; législation indienne; droits de l'homme et prisonniers politiques indiens.

Note DIAL

### ALLIANCE CONTINENTALE INDIENNE SUR LES 500 ANS DE RÉSISTANCE

#### DÉCLARATION DE QUITO (JUILLET 1990)

La rencontre continentale "500 ANS DE RÉSISTANCE INDIENNE" s'est tenue à Quito du 17 au 21 juillet 1990 avec la participation des représentants de cent-vingt nations indiennes, organisations internationales et organisations fraternelles.

Nous déclarons au monde ce qui suit.

Nous Indiens d'Amérique, nous n'avons jamais abandonné notre combat permanent contre les conditions d'oppression, de discrimination et d'exploitation qui nous ont été imposées par l'invasion européenne de nos territoires ancestraux.

Notre bataille n'est pas un simple réflexe conjoncturel à l'occasion du rappel de cinq cents ans d'oppression que les envahisseurs, acoquinés avec les gouvernements "démocratiques" de nos pays, veulent transformer en célébration et en réjouissances. Mais nous, les peuples, nationalités et nations d'Indiens, répliquons de façon combative et engagée en refusant cette "célébration" et en réaffirmant notre identité, celle qui doit nous conduire à une libération définitive.

Le combat de nos peuples a pris une nouvelle dimension ces derniers temps. Ce combat est de moins en moins isolé et de plus en plus organisé. Nous sommes aujourd'hui parfaitement conscients que notre libération définitive ne peut que prendre

pour nous la forme de l'autodétermination. Notre unité repose sur ce droit fondamental. L'autodétermination n'est pas une simple déclaration. Nous devons avoir les conditions nécessaires à son plein exercice, lequel doit à son tour aboutir à l'autonomie totale de nos peuples. Il ne peut y avoir d'autonomie sans auto-gouvernement indien et sans contrôle de nos territoires.

Atteindre cet objectif est la tâche principale des peuples indiens. Nous avons cependant appris par nos luttes que nos problèmes ne sont souvent pas très différents de ceux des autres secteurs populaires. C'est pourquoi nous sommes convaincus que nous devons marcher avec les paysans, les ouvriers, les exclus et avec les intellectuels engagés dans notre cause, pour détruire le système dominant et oppresseur, pour construire une société nouvelle, pluraliste, démocratique et humaine où la paix soit garantie.

Dans les actuels Etats nationaux de notre continent, les constitutions et les lois fondamentales sont des expressions juridiques et politiques niant nos droits sociaux et économiques, culturels et politiques. Il s'ensuit que, dans notre stratégie globale de combat, nous estimons qu'il est prioritaire d'exiger des modifications de fond de façon à permettre un plein exercice de l'autodétermination par le biais de gouvernements propres aux peuples indiens et par le contrôle de nos territoires.

Il n'est pas suffisant de mettre en place des politiques partielles du type intégration, développement ethnique et autres pratiques des entités gouvernementales. Nos problèmes ne se régleront pas par ces moyens. Il faut une transformation intégrale et à fond de l'Etat et de la société nationale, c'est-à-dire la création d'une nation nouvelle.

Il est ressorti clairement de cette rencontre que le droit au territoire est une demande fondamentale des peuples indiens du continent. Mais ce droit ne pourra se concrétiser sans le droit à la territorialité.

Sur la base de ces réflexions, nous réaffirmons comme membres des organisations réunies dans le cadre de la 1ère Rencontre des peuples indiens:

1. Notre refus catégorique de la célébration du 5ème centenaire. Ainsi que notre ferme engagement à faire de cette date l'occasion du renforcement de notre unité et de notre combat continental pour notre libération.

2. Notre inéluctable projet politique d'autodétermination et de conquête de l'autonomie dans le cadre des Etats nationaux, selon un nouvel ordre populaire, dans le respect de la définition donnée par chaque peuple à son combat et à son projet.

3. Notre décision de défendre la culture, l'éducation et la religion qui sont les bases de notre identité de peuples, grâce au renouveau et au maintien de nos formes de vie spirituelle et de vie communautaire, en lien intime avec notre mère la nature.

4. Nous refusons la manipulation d'organisations sans représentativité indienne qui usent notre nom au profit d'intérêts impérialistes et qui sont en lien avec les secteurs dominants de nos sociétés. Nous affirmons en même temps notre volonté de renforcement de nos organisations propres sans exclusion ni isolement des autres luttes populaires.

5. Nous reconnaissons le rôle important joué par la femme indienne dans le combat de nos peuples. Nous comprenons la nécessité d'une participation élargie de la femme dans nos organisations; et nous réaffirmons le combat conjoint de l'homme et de la femme dans nos efforts de libération, qui est une question-clé dans notre pratique politique.

6. Nous, peuples indiens, considérons comme vitale la défense et la conservation des ressources naturelles, aujourd'hui agressées par les transnationales. Nous sommes convaincus que leur défense sera réelle si ce sont les peuples indiens qui gèrent et contrôlent les territoires où ils habitent, selon leurs principes et leurs organisations et formes de vie communautaire.

7. Nous récusons les cadres juridiques des nations qui sont l'aboutissement de la colonisation et du néo-colonialisme. Nous recherchons un ordre social nouveau tenant compte de la pratique traditionnelle du droit coutumier, comme expression de notre culture et de notre mode d'organisation. Nous revendiquons d'être reconnus comme peuples dans le cadre du droit international, en exigeant que cette question soit introduite dans les Etats nationaux respectifs.

8. Nous dénonçons la violence et la persécution dont nous sommes victimes comme peuples indiens, tout cela qui constitue une violation flagrante des droits de l'homme. Nous exigeons donc le respect de notre droit à la vie, à la terre, à l'organisation et expression libres de notre culture. Nous réclamons par la même occasion la remise en liberté de tous nos dirigeants politiques, la fin de la répression et l'indemnisation des dommages causés.

Les organisations indiennes qui ont participé à cette 1ère Rencontre continentale des peuples indiens expriment leur reconnaissance et leurs remerciements aux organisations équatoriennes soeurs qui ont permis de mener à bien cet événement important. Nous tenons à dire notre solidarité avec le combat du peuple indien équatorien pour la liberté et la démocratie.

Nos actions doivent tendre au renforcement de nos organisations de base et à l'amélioration de la coordination et de la communication entre tous les secteurs populaires.

La campagne continentale "500 ans de résistance indienne et populaire" doit être dynamisée grâce à la participation de toutes nos organisations, de façon à nous permettre de devenir une force alternative. La réplique à 1992 doit être l'unité et la mobilisation. Notre campagne doit s'articuler sur la base du principe de solidarité avec toutes les luttes de libération des peuples et sur le développement de relations multilatérales au plan international.

Quito, le 21 juillet 1990

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 350 F - Etranger 410 F - Avion 480 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441